

Consultation publique de la CRE n°2018-013 relative aux tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dans les domaines de tension HTB

Réponse d'EDF

7 décembre 2018

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle le mécanisme de régulation incitative à la maîtrise des coûts d'investissement de RTE devrait être étendu aux travaux de raccordement des parcs éoliens en mer de plus de 30 M€ ?

EDF est favorable à la mise en place d'une régulation incitative des investissements pour une bonne maîtrise des dépenses des grands projets. Afin d'assurer l'efficacité des incitations mises en place, EDF souligne que la régulation incitative doit d'une part viser des objectifs proportionnés et d'autre part porter sur des postes sur lesquels le gestionnaire de réseau dispose effectivement de moyens d'action.

En ce qui concerne l'extension de l'application du mécanisme de régulation incitative à la maîtrise des coûts d'investissement de RTE aux travaux de raccordement des parcs éoliens en mer, EDF note que la définition d'un budget cible par audit sur ce type d'infrastructure constitue une nouveauté en France et considère que les particularités de ce type d'ouvrage doivent être dûment prises en compte.

En premier lieu, il est nécessaire que les coûts d'ores et déjà engagés par RTE (ex. contrats d'approvisionnement des équipements déjà conclus, etc.) et les contraintes auxquelles le gestionnaire de réseau est sujet en raison des conventions de raccordement établies avec les producteurs soient dûment pris en compte dans la définition du budget cible.

En second lieu, la définition a priori d'un cadre méthodologique pour la réalisation de ces audits permettrait d'assurer une meilleure efficacité de ce dispositif d'incitation. En ce sens, EDF suggère la mise en place des actions suivantes :

- Mise au point d'une définition de ce que devrait contenir un budget cible, avec une attention particulière aux rubriques liées aux exigences environnementales et sociétales et aux marges pour faire face aux aléas ;
- Identification des raisons des surcoûts/gains réellement imputables à RTE pouvant conduire à une incitation financière. Il ne serait en effet pas logique ni efficace de pénaliser le GRT en cas de modification de la consistance du projet pour répondre aux demandes extérieures (par exemple des demandes supplémentaires des administrations ou du public pour une meilleure acceptabilité du projet, etc.).

Question 2 : Partagez-vous la proposition de la CRE en matière de traitement tarifaire des coûts échoués de RTE, tels que définis par la loi, en cas de défaillance d'un lauréat ?

EDF partage l'objectif de la CRE d'éviter de faire peser sur le consommateur final des charges qui seront in fine couvertes par les lauréats en cas de défaillance.

EDF souligne toutefois qu'il est essentiel que la durée maximale de la période nécessaire pour la reprise du projet par un nouveau lauréat soit clairement définie pour éviter de faire porter un risque disproportionné aux lauréats des appels d'offre en cas de défaillance. Dans sa délibération du 8 novembre (N. 2018-227)¹, la CRE indique que le montant de la garantie financière fournie par le lauréat fixé dans la convention de raccordement « *représente le coût du capital immobilisé par RTE en considérant (i) les montants financiers engagés par RTE, (ii) le taux de rémunération du capital immobilisé de RTE et (iii) la durée du retard estimé et de reprise du projet par un autre lauréat* ». Cette durée est estimée entre 1 et 4 ans en fonction du jalon temporel de la procédure de raccordement.

Par conséquent, EDF demande que la suspension de la rémunération par le tarif d'accès au réseau des immobilisations en cours correspondant aux investissements de RTE liés au raccordement des parcs éolien en mer soit limitée à la durée de référence estimée pour la reprise du projet par un autre lauréat utilisée par RTE pour le calcul des garanties financières fournies par les lauréats. Au-delà de cette échéance la rémunération de ces immobilisations devra être assurée par le TURPE et non pas par le lauréat défaillant qui ne saurait être responsable d'un éventuel retard dans la procédure de sélection d'un nouveau lauréat.

¹ Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 8 novembre 2018 portant approbation du modèle de conditions particulières relatives à la « Réalisation et financement des ouvrages de raccordement » de la convention de raccordement au réseau public de transport d'électricité des installations de production issues de sources d'énergie renouvelable en mer ayant fait l'objet d'une procédure de mise en concurrence mentionnée à l'article L. 311-10 du code de l'énergie dont les candidats retenus ont été désignés avant le 1er janvier 2015.